

International

# WISCONSIN, CHICAGO : DEUX VICTOIRES DÉMOCRATES ÉCLIPSÉES PAR L'INCULPATION DE DONALD TRUMP

Ludivine Gilli

14/04/2023

**Alors que la comparution de Donald Trump a « écrasé » l'actualité début avril, deux élections aux États-Unis sont passées inaperçues : à Chicago et dans le Wisconsin, où le Parti démocrate, et notamment son aile gauche, a été victorieux. Ludivine Gilli, directrice de l'Observatoire de l'Amérique du Nord de la Fondation, analyse les résultats de ces deux scrutins et ses conséquences locales et nationales.**

Le 4 avril 2023, la comparution de Donald Trump devant la justice a monopolisé l'attention, aux États-Unis et ailleurs. Cet événement historique en a éclipsé deux autres faits qui se sont produits le même jour, l'un à Chicago, l'autre dans le Wisconsin. À Chicago, le second tour de l'élection municipale a vu la victoire du candidat démocrate progressiste Brandon Johnson contre un démocrate plus modéré, suggérant un regain de l'aile gauche du parti. Dans le Wisconsin, la juge progressiste Janet Protasiewicz a remporté une élection déterminante à la Cour suprême de l'État, faisant basculer la majorité à gauche et indiquant une poussée démocrate dans cet État « violet » qui sera très disputé lors de l'élection présidentielle de 2024. Ces deux victoires sont riches en enseignements pour le Parti démocrate.

## L'aile gauche démocrate aux commandes à Chicago

Chicago est une ville démocrate dans un État démocrate. En novembre 2022, le gouverneur démocrate Jay Robert Pritzker (dit J.B. Pritzker) a été réélu confortablement avec 54,9% des voix au sein de l'État, contre 42,4% pour son opposant républicain Darren Bailey, soutenu par Donald Trump. À Chicago, il a recueilli 82,4% des suffrages. La ville n'a pas eu de maire républicain depuis « Big Bill » Thompson en 1931.

L'élection municipale de 2023 se jouait donc entre démocrates. La maire sortante, Lori Lightfoot, avait été élue de manière inattendue en 2019 à la suite d'une campagne très ouverte – Rahm Emanuel, maire de 2011 à 2019, avait renoncé tardivement à briguer un troisième mandat. Invitée surprise au second tour à la faveur d'une affaire de corruption qui avait éclaboussé la plupart des autres candidats, Lightfoot avait battu à plate couture son adversaire Toni Preckwinkle avec 73,7% des voix. Mais après cette victoire retentissante, ses quatre années comme première édile ont été chaotiques<sup>1</sup>, marquées par des relations tendues avec le conseil municipal<sup>2</sup>, par la gestion délicate de la pandémie de Covid-19, par un conflit avec la Chicago Teachers Union (CTU), puissant syndicat des enseignants, et par une augmentation de la criminalité<sup>3</sup>. Ce dernier point, préoccupation majeure des habitants, a été au cœur de la campagne municipale. Martelée par ses opposants, au premier rang desquels le candidat de la loi et l'ordre Paul Vallas, la question de l'insécurité a contribué à l'élimination de la sortante dès le premier tour, le 28 février. Avec 16,8% des voix seulement, la démocrate réformatrice<sup>4</sup> est arrivée en troisième position parmi neuf candidats, derrière Paul Vallas (32,9%) et le progressiste Brandon Johnson (21,6%).

Le second tour a donc vu s'affronter l'aile droite et l'aile gauche du parti démocrate.

Paul Vallas, soutenu par le Fraternal Order of Police (FOP), puissant syndicat des policiers au président controversé<sup>5</sup>, avait centré sa campagne sur la lutte contre la criminalité avant d'atténuer sa rhétorique après le 28 février, pour élargir son électorat dans la perspective du second tour. Tenant d'une ligne modérée, il a été critiqué de manière répétée par sa gauche comme n'étant pas réellement démocrate. Son approche sur les questions sécuritaires est plutôt répressive. Concernant le sujet très sensible de l'avortement, il a déclaré y être personnellement opposé, mais être déterminé à en protéger l'accès. Les associations féministes n'ont pas été convaincues, notamment car il n'a pas pris position publiquement après la décision Dobbs rendue par la Cour suprême en juin 2022. Au sujet des écoles, autre question sensible à Chicago, l'ancien directeur du système scolaire de la ville est favorable au développement du financement public des *charter schools* (écoles privées sous contrat). Enfin, sa campagne a bénéficié de contributions significatives des milieux financiers et de donateurs républicains. Il avait par ailleurs obtenu le soutien du sénateur Dick Durbin, d'Arne Duncan (ministre de l'Éducation de Barack Obama) et celui, non négligeable, du député Bobby Rush, icône locale du mouvement pour les droits civiques des années 1960.

Face à lui, Brandon Johnson, invité surprise du second tour à l'instar de Lori Lightfoot en 2019, était soutenu par la mouvance progressiste du parti. L' élu du comté de Cook, ancien enseignant et syndicaliste, a reçu le soutien de la CTU, de plusieurs syndicats affiliés à la Service Employees International Union (SEIU) et de personnalités telles qu'Elizabeth Warren, Bernie Sanders et Carol

Moseley Braun (première femme afro-américaine élue au Sénat des États-Unis), ainsi que celui de Toni Preckwinkle, présidente du Cook County Board. Face à l'insécurité, il prône une approche plutôt préventive, qui cherche à ménager réduction de la criminalité et réduction des violences policières. En 2019, les forces de l'ordre municipales ont en effet été placées **sous la surveillance** du ministère fédéral de la Justice à la suite d'une enquête pour usage excessif de la force. Johnson propose notamment de confier la gestion de certains appels à des spécialistes de santé mentale plutôt qu'aux forces de l'ordre. Concernant l'avortement, il s'est engagé à maintenir et augmenter si nécessaire les fonds provisionnés par Lori Lightfoot dans le budget 2023 pour en garantir l'accès et assurer la sécurité des cliniques locales. Au sujet de l'éducation, enfin, il défend les écoles publiques et s'oppose au financement public des écoles privées.

Dans une ville où l'habitat reste fortement ségrégué<sup>6</sup> par communautés et où le vote communautaire est important, les deux candidats présents au second tour faisaient face au même défi : convaincre les électeurs noirs et latinos des quartiers aux taux de criminalité les plus élevés de se rallier à leur candidature. En effet, malgré leur profil très différent, tous deux avaient particulièrement séduit au premier tour<sup>7</sup> l'électorat blanc, diplômé, au sein de quartiers les plus sûrs où les taux de participation sont plus élevés. Le vainqueur serait donc celui qui parviendrait le mieux à convaincre les électeurs de Lori Lightfoot, Chuy Garcia et Willie Wilson, qui avaient concentré les suffrages des électeurs noirs et latinos habitant dans les quartiers à la plus forte criminalité, où l'abstention est plus élevée.

Le 4 avril 2023, la ville qui avait **porté en tête** Joe Biden face à Bernie Sanders lors de l'élection primaire de 2020, avec 53,2% contre 41,8% des voix a élu Brandon Johnson comme premier édile. Le progressiste a obtenu 51,7% des suffrages contre 48,3% à son opposant, qui, en bon démocrate, a rapidement reconnu sa défaite.

Ce résultat est très instructif pour le Parti démocrate. Il n'est absolument pas extrapolable au pays dans son ensemble, car Chicago est une ville démocrate dont la structure socio-démographique n'est en rien comparable à celle d'États ruraux ou même d'États « violets ». L'élection de Johnson n'est donc pas la preuve qu'un progressiste a des chances de l'emporter à l'échelle nationale. En revanche, elle démontre des possibilités pour les progressistes dans de grandes villes démocrates. Elle suggère aussi que, sur la question de la criminalité, qui est une préoccupation majeure et quotidienne pour nombre de citoyens, un message conciliant prévention, répression du crime et action contre les violences policières peut être entendu par l'électorat.

## Les juges progressistes deviennent majoritaires à la Cour suprême du Wisconsin

Le même jour, à quelques dizaines de kilomètres au nord de Chicago, se jouait une autre élection cruciale. Les électeurs du Wisconsin votaient pour déterminer qui succéderait à la juge conservatrice Patience Ruggensack comme septième magistrat de leur Cour suprême. Avec trois progressistes et trois conservateurs en fonction, c'est la majorité de la Cour qui était en jeu. La victoire de la progressiste Janet Protasiewicz redonne l'ascendant à la gauche dans une instance théoriquement non partisane mais contrôlée de fait depuis quinze ans par les conservateurs. La nouvelle majorité sera effective à sa prise de fonction le 1<sup>er</sup> août 2023.

Cette victoire est extrêmement importante car la Cour suprême du Wisconsin se prononcera dans les mois à venir sur plusieurs sujets déterminants, au premier rang desquels le droit à l'avortement et le découpage électoral. Elle sera aussi en mesure de garantir l'intégrité du processus électoral, qui a été préservée de justesse en 2020.

Concernant l'avortement, la décision Dobbs rendue le 24 juin 2022 par la Cour suprême fédérale – qui a supprimé la garantie fédérale du droit à l'avortement – a réactivé dans le Wisconsin une interdiction totale adoptée en 1849. La tentative du gouverneur démocrate Tony Evers d'abroger immédiatement l'interdiction s'est heurtée à l'opposition des républicains au sénat local<sup>8</sup>. En dernier recours, le ministre de la Justice du Wisconsin, Josh Kaul, a donc déposé le 28 juin 2022 une plainte arguant qu'une loi de 1985 autorisant les avortements jusqu'à la viabilité du fœtus l'emporte sur l'interdiction totale de 1849. C'est à la Cour suprême du Wisconsin qu'il reviendra de trancher *in fine*, d'où l'importance pour les partisans du droit à l'avortement que les juges progressistes y soient majoritaires. Aujourd'hui, tandis que la procédure suit son cours au sein des juridictions inférieures, l'avortement n'est plus accessible dans l'État, du fait des **incertitudes juridiques** sur les textes applicables. Les femmes concernées doivent donc se rendre dans des États voisins comme l'Illinois et le Minnesota, où la procédure est protégée.

La Cour devrait également se prononcer sur la question capitale du redécoupage électoral, dans un État connu pour être l'un des plus injustement découpés du pays depuis les redécoupages décennaux partisans effectués par les républicains en 2011 et 2021<sup>9</sup>. Lors des **élections** de novembre 2022, le gouverneur démocrate Tony Evers a été réélu avec 51,2% des suffrages contre 47,8% pour son opposant Tim Michels. Simultanément, alors que l'intégralité des sièges de l'Assemblée locale étaient remis en jeu, les républicains y ont obtenu 64 des 99 sièges contre 35 pour les démocrates. Au Sénat, où 17 sièges étaient remis en jeu, le rapport de forces à l'issue du scrutin est de 22 républicains contre 11 démocrates. Dans une décision rendue en novembre 2021,

la Cour à majorité conservatrice a soutenu par quatre voix contre trois le redécoupage républicain, refusant de prendre en compte l'aspect partisan comme élément de sa décision<sup>10</sup>. Le dépôt à venir d'une nouvelle plainte démocrate permettra à la majorité devenue progressiste de se prononcer sur le sujet. Un verdict favorable de la nouvelle Cour ne garantirait toutefois pas la mise en place de cartes équitables, car une décision majeure de la Cour suprême fédérale est attendue sur le sujet dans l'affaire Moore v. Harper. Il est redouté qu'après avoir lié les mains aux cours fédérales avec l'arrêt Rucho v. Common Cause de 2019, elle empêche également les cours fédérées d'invalider les redécoupages électoraux jugés partisans.

Le troisième enjeu majeur porte sur la protection de l'intégrité des résultats électoraux. Le Wisconsin est en effet un « *swing state* » : un État très disputé lors des scrutins nationaux. En 2020, Donald Trump ne s'y est pas trompé. C'est l'un des États dans lesquels il a tenté de faire modifier les résultats. Le président sortant a porté plainte pour faire invalider environ 250 000 bulletins de vote enregistrés dans des circonscriptions solidement démocrates. Sa **plainte** a été rejetée à une courte majorité de quatre voix contre trois par la Cour suprême du Wisconsin, attribuant de manière définitive à Joe Biden les dix grands électeurs du Wisconsin. Dans la perspective de futures contestations des résultats électoraux, possibles voire probables dans le Wisconsin, il est primordial que la Cour suprême soit dotée d'une majorité protectrice des valeurs démocratiques.

Au-delà de ces trois sujets particulièrement importants, une majorité progressiste à la Cour suprême du Wisconsin pourrait également invalider plusieurs mesures controversées adoptées par les républicains entre 2011 et 2018, lorsqu'ils détenaient tous les pouvoirs au sein de l'État : la Chambre, le Sénat, le poste de gouverneur et la Cour suprême. C'est le cas de la loi emblématique de 2011 contre les syndicats ou de celle votée la même année pour rendre l'accès au vote plus difficile. Elle pourrait aussi encadrer davantage la détention d'armes à feu.

La magnitude des enjeux de cette élection, qui dépassent largement le seul État du Wisconsin, lui ont donné une forte résonance nationale et en ont fait l'élection la plus chère de l'histoire pour un poste dans un État fédéré. Le précédent record, de 15,2 millions de dollars, était détenu par une élection de 2004 à la Cour suprême de l'Illinois<sup>11</sup>. Pour cette élection, ce sont plus de 45 millions qui ont été dépensés<sup>12</sup>. La candidate progressiste Janet Protasiewicz, qui a recueilli plus de fonds que son opposant, a obtenu le soutien des réseaux démocrates et de généreux donateurs tels que George Soros et le gouverneur milliardaire de l'Illinois J.B. Pritzker, qui ont donné plusieurs millions. Le candidat conservateur Daniel Kelly a pour sa part bénéficié de contributions des réseaux républicains comme le groupe de pression Wisconsin Manufacturers and Commerce et de riches donateurs ultra-conservateurs comme Richard et Elizabeth Uihlein.

Le 4 avril, les électeurs ont tranché. La candidate progressiste Janet Protasiewicz a recueilli plus d'un million de voix, contre 818 286 à son opposant. Elle s'est donc imposée avec 55,5% des suffrages contre 44,5% à Daniel Kelly<sup>13</sup>, dans un État remporté par Joe Biden en 2020 avec 49,5% des voix, par Donald Trump en 2016 avec 47,2% des voix et par Barack Obama à deux reprises, avec 52,8% en 2012 et 56,2% en 2008. Les enjeux ont fortement mobilisé les électeurs pour cette séquence déconnectée des cycles électoraux nationaux. Les étudiants semblent avoir été particulièrement présents, eux qui participent habituellement en faible nombre aux élections printanières, et ils ont fait pencher la balance en faveur de Janet Protasiewicz<sup>14</sup>.

La conséquence immédiate pour le Wisconsin est – sauf événement imprévu – une majorité progressiste à la Cour suprême *a minima* jusqu'en 2025, année de fin de mandat pour la progressiste Ann Walsh Bradley. Cette Cour devrait pouvoir se prononcer sur tous les sujets évoqués plus haut, et bien d'autres.

Ce résultat est par ailleurs encourageant pour les démocrates dans la perspective des élections de 2024. Il ne signifie pas que le Wisconsin est acquis d'avance, loin s'en faut, mais il indique qu'il est possible de mobiliser les électeurs, notamment les jeunes, lorsque le droit à l'avortement et la démocratie sont perçus comme étant directement menacés.

Les victoires démocrates à Chicago et dans le Wisconsin sont de nature différente mais apportent, chacune à sa manière, un éclairage sur les enjeux et le contexte politique actuels. À Chicago, la victoire de Brandon Johnson ouvre à l'aile gauche du Parti démocrate des perspectives de victoires locales. Encore faudra-t-il que le maire transforme l'essai dans un contexte très délicat face aux enjeux de criminalité, de violence policière, de contraintes budgétaires pour la ville et le système scolaire, pour ne citer que quelques-uns d'entre eux. Dans le Wisconsin, la campagne victorieuse de Janet Protasiewicz semble dessiner un chemin vers des victoires démocrates dans les États contestés en 2024, en particulier si les remises en cause du droit à l'avortement se poursuivent, à l'instar de la décision rendue le 7 avril 2024 par un juge fédéral texan suspendant l'autorisation de la pilule abortive. La route reste cependant très longue et le contexte très instable nécessitera de nombreuses révisions des plans de bataille.

1. Gregory Pratt, Alice Yin, « In 4 years, Lori Lightfoot went from breakout political star to divisive mayor of a Chicago beset by pandemic and crime », *The Chicago Tribune*, 1<sup>er</sup> mars 2023.
2. Fran Spielman, « Lightfoot: I wasn't elected to win a popularity contest with the City Council », *The Chicago Sun-Times*, 4 février 2021.
3. Erica Gunderson, « U. of C. Crime Lab Director on What Data Says About Chicago's Crime Rate in 2022 », *WTTW*, 17 décembre 2022.
4. Edward McClelland, « Lightfoot Was Never a Progressive », *Chicago Magazine*, 1<sup>er</sup> novembre 2019.

5. Jake Sheridan, « Controversial Chicago police union President John Catanzara wins reelection », *The Chicago Tribune*, 4 mars 2023.
6. Kasey Henricks et al., « A Tale of Three Cities: The State of Racial Justice in Chicago », *University of Illinois at Chicago (UIC)*, Institute for Research on Race and Public Policy, mai 2017.
7. Amy Qin, Alden Loury, « Who are the voters who will ultimately determine Chicago's next mayor? », *WBEZ*, 30 mars 2023.
8. Christine Hatfield, « GOP lawmakers reject governor's special session to overturn state's 1849 abortion ban », *WPR*, 22 juin 2022.
9. Matthew DeFour, « Wisconsin's Assembly maps are more skewed than ever. What happens now? », *WPR*, 10 décembre 2022.
10. Mitchell Schmidt, « State Supreme Court sides with GOP proposal for "least-change" approach to redistricting », *Wisconsin State Journal*, 1<sup>er</sup> décembre 2021.
11. Shawn Johnson, « In a Supreme Court race like no other, Wisconsin's political future is up for grabs », *NPR*, 2 avril 2023.
12. « WisPolitics review: Spending in Supreme Court race surpasses \$45 million », *WisPolitics*, 30 mars 2023.
13. **Résultats non officiels**, au 10 avril 2023.
14. Anya van Wagtenonk, « In a pivotal Wisconsin Supreme Court race, young voters turned out », *WPR*, 7 avril 2023.